

# MARCHE DE TRAVAUX

## Règlement de la consultation

### Maître d'ouvrage

---

Commune de Corbeilles  
Adresse : Rue du Château BP18 - 45490 CORBEILLES  
Téléphone : 02 38 92 20 10  
Adresse électronique : administratif@mairie-corbeilles.fr

### Objet de la consultation

---

Réhabilitation du réseau d'assainissement et construction d'un poste de refoulement

### Date limite de remise des offres

---

Date : Jeudi 23 mai 2024  
Heure : 12h00

# Sommaire

<b>1. Objet du marché .....</b>	<b>3</b>
1.1 Décomposition en lots .....	3
1.2 Forme des marchés.....	3
1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution.....	3
<b>2. Organisation de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2.1 Procédure de passation.....	3
2.2 Mode de dévolution : marchés séparés .....	4
2.3 Dispositions relatives aux groupements.....	4
2.4 Variantes libres.....	4
2.5 Variantes imposées .....	4
2.6 Tranches optionnelles.....	4
2.7 Modification de détail au dossier de consultation .....	4
2.8 Délai de validité des offres.....	5
2.9 Visite des lieux d'exécution du marché .....	5
<b>3. Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>4. Retrait du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>5. Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>6</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures : .....	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	8
<b>6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché .....</b>	<b>10</b>
6.1 Jugement des candidatures.....	10
6.2 Jugement des offres .....	10
6.3 Attribution du marché.....	14
<b>7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres .....</b>	<b>14</b>
<b>8. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>16</b>
<b>9. Procédures de recours.....</b>	<b>16</b>

# 1. Objet du marché

La consultation a pour objet : Réhabilitation du réseau d'assainissement de Corbeilles et construction d'un poste de refoulement.

Lieu d'exécution des prestations : Corbeilles (45490).

## 1.1 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot n° 01 – réhabilitation du réseau par chemisage
- Lot n° 02 – réhabilitation du réseau en tranchée ouverte
- Lot n° 03 – poste de refoulement et débitmètre
- Lot n° 04 – contrôles de réseaux et de compactage

## 1.2 Forme des marchés

Ils ne font pas l'objet d'un fractionnement.

## 1.3 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement.

# 2. Organisation de la consultation

## 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

La négociation portera sur les points suivants :

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et engagera les négociations avec l'ensemble des candidats sélectionnés.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

Cependant, Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer un ou des marchés sans négociation conformément à l'article Article R2161-23 du Code de la commande publique.

## 2.2 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 4 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter une offre pour :

- ☐ Un lot
- ☒ Un ou plusieurs lots
- ☐ L'ensemble des lots

Conformément aux dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique, le nombre maximal de lot qui peut être attribué à un même soumissionnaire est de 2 lot(s).

Un même candidat ne peut présenter une offre pour les lots 1 et 4 simultanément.

Un même candidat ne peut présenter une offre pour les lots 2 et 4 simultanément.

## 2.3 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
- ☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

- ☒ Oui
- ☐ Non

## 2.4 Variantes libres

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

## 2.5 Variantes imposées

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

## 2.6 Tranches optionnelles

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R2113-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## 2.7 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 12 mois à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## 2.9 Visite des lieux d'exécution du marché

Il n'y a pas de visite obligatoire des lieux d'exécution.

# 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation.
- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières
- Le cahier des clauses techniques particulières de chaque lot et ses annexes.
- La charte de Chantier Vert.
- Le dossier plans
- Pour les lots à prix forfaitaires et unitaires :
  - Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires.
  - Le détail quantitatif estimatif.
- Pour les lots à prix global et forfaitaire :
  - La décomposition du prix global et forfaitaire.

# 4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé. Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard \*.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® \*.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- \*.doc ou \*.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format \*.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

**Compte tenu de la taille importante de l'annexe n°2 (vidéo de l'inspection télévisée) du C.C.T.P. du lot n°1, ce document sera transmis gratuitement aux entreprises qui le désirent sur simple demande écrite au maître d'œuvre SAFEGE :**

SAFEGE Agence Centre Loire site d'Orléans

20 rue André Dessaux

45400 FLEURY LES AUBRAIS

Téléphone : 02.38.88.06.56

Télécopie : 02.38.72.65.93

Courriel : orleans@safège.fr

Ils seront envoyés dans les 6 jours au plus tard de la demande.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

## **5. Présentation des candidatures et des offres**

**Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.**

### **5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

#### **Situation juridique**

- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Engagement juridique des opérateurs invoqués à l'appui de la candidature : pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ;
- Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

#### **Capacité**

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de travaux similaires : Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des

travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Liste des moyens techniques : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- **pour les lots 1 et 2 : documents attestant de la capacité de l'entreprise à intervenir sur les réseaux contenant de l'amiante.**
- Pour le lot 4 : Accréditation pour les contrôles des réseaux d'assainissement et réception d'ouvrages neufs obtenus par la COFRAC ou par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "European Agreement", ou par la NF EN CEI/ISO 17020 en cours de validité.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.corbeillesengatinois.fr/>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

#### Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaire global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

## 5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) **par lot** (ci-joint à compléter, à dater et à signer)  
Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- Pour le lot n°01,
  - Le bordereau des prix unitaires,
  - Le détail estimatif,
- Pour le lot n°02,
  - Le bordereau des prix unitaires,
  - Le détail estimatif,
- Pour le lot n°03,
  - Une décomposition du prix global et forfaitaire,
- Pour le lot n°04,
  - Le bordereau des prix unitaires,
  - Le détail estimatif,
- Une note méthodologique ou un mémoire technique qui contiendra :
  - **Lot n°1– Réhabilitation du réseau par chemisage** : un mémoire justificatif descriptif détaillé comprenant notamment :
    - un programme d'exécution des ouvrages avec les procédés et modes d'exécution envisagés en distinguant les différentes natures des travaux (chemisages continus et ponctuels de collecteurs et branchements, étanchement des regards,...), avec les notes de calcul et de dimensionnement des gaines conformément aux prescriptions du CCTP, et les mesures prévues pour assurer la continuité de service ;



- des indications concernant la provenance des matériaux et fournitures, avec les fiches techniques des équipements, matériaux et/ou matériels, éléments préfabriqués, ainsi que les attestations de conformité concernant la provenance (références des fournisseurs), le modèle, la qualité des principales fournitures ;
- les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier (la présentation générale des moyens globaux de l'entreprise ne sera pas prise en compte et conduira à l'application d'une note égale à zéro) ;
- un planning d'exécution détaillé, couvrant la période de préparation et la période de travaux, faisant apparaître de façon précise l'enchaînement et la durée prévisionnelle des différentes étapes du chantier en tenant compte des contraintes de chantier (circulation, interaction entre les lots,...) ;
- une note indiquant les mesures proposées pour assurer la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier, et les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et des conditions de travail satisfaisantes sur le site.

▪ **Lot n°2 – Réhabilitation du réseau en tranchée ouverte** : un mémoire justificatif descriptif détaillé comprenant notamment :

- un programme d'exécution des ouvrages avec les procédés et modes d'exécution envisagés en distinguant les différentes natures des travaux (terrassements, pose des conduites, reprise des branchements, remblaiements, réfections de surface, mise en service du réseau,...) et les mesures prévues pour assurer la continuité de service ;
- des indications concernant la provenance des matériaux et fournitures, avec les fiches techniques des équipements, matériaux et/ou matériels, éléments préfabriqués, ainsi que les attestations de conformité concernant la provenance (références des fournisseurs), le modèle, la qualité des principales fournitures ;
- les moyens humains et matériels affectés spécifiquement au chantier (la présentation générale des moyens globaux de l'entreprise ne sera pas prise en compte et conduira à l'application d'une note égale à zéro) ;
- un planning d'exécution détaillé, couvrant la période de préparation et la période de travaux, faisant apparaître de façon précise l'enchaînement et la durée prévisionnelle des différentes étapes du chantier en tenant compte des contraintes de chantier (circulation, interaction entre les lots,...) ;
- une note indiquant les mesures proposées pour assurer la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier, et les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et des conditions de travail satisfaisantes sur le site.

▪ **Lot n°3 : Poste de refoulement et débitmètre** : un mémoire justificatif descriptif détaillé comprenant notamment :

- un cahier justificatif explicitant les choix techniques avec notamment une validation des données de base du projet, les notes de calcul et de dimensionnement, les schémas explicatifs, des plans d'ensemble cotés et de détail explicitant l'offre ;
- le descriptif des équipements, des matériaux, des éléments préfabriqués :
  - indications concernant le fournisseur, le modèle et la provenance des principales fournitures et matériaux ;
  - présentation des notices techniques des matériaux et matériels proposés (matériaux, puissances, etc.) ;
- une description des procédés et des modes d'exécution envisagés ;
- les équipements prévus en matière d'automatisme, de commande et de contrôle ;

- un planning d'exécution détaillé, couvrant les périodes de préparation et de travaux, faisant apparaître précisément l'enchaînement et la durée prévisionnelle des différentes étapes du chantier ;
- une note indiquant les mesures proposées pour assurer la bonne tenue, le bon aspect et la propreté du chantier ;
- une note indiquant les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et des conditions de travail satisfaisantes sur le site.

▪ **Lot n°4 – contrôles de réseau et compactage** : un mémoire justificatif descriptif détaillé comprenant notamment :

- une description des procédés et des modes opératoires envisagés conformément aux prescriptions du CCTP ;
- des indications concernant le matériel utilisé pour chaque tâche (essais d'étanchéité, inspections télévisées, tests de compactage) ;
- un planning d'exécution détaillé pour un ordre de service donné ;
- une note indiquant les mesures proposées pour assurer la bonne tenue, le bon aspect et la propreté, ainsi que les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et des conditions de travail satisfaisantes durant les interventions.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## 6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

### 6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

### 6.2 Jugement des offres

Pour les lots n°1, 2 et 3 :

Critère de jugement des offres	Pondération
Valeur technique	0,6
Prix	0,4

Pour le lot n°4 :

Critère de jugement des offres	Pondération
Prix	0,6
Valeur technique	0,4

Les notes du critère Valeur Technique et Prix sont arrondie en ne comportant que 2 (deux) chiffres après la virgule. La règle d'arrondi est la suivante :

- si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième (deuxième chiffre après la virgule) inférieur.
- s'il est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième (deuxième chiffre après la virgule) supérieur.

Dans le cas où le résultat final ferait apparaître une égalité de notation obtenue par plusieurs entreprises, le marché sera attribué à l'entreprise ayant obtenu la meilleure note au critère dont la pondération est la plus élevée.

### **Le mode de notation des critères est le suivant :**

#### **1.1.1 Pour le prix (note Np) :**

Les offres de prix (montants en euros HT) sont notées au prorata de leur valeur relative par rapport à l'offre de prix la plus basse.

La formule appliquée est la suivante :

**Note du candidat = 20 x (prix proposé le plus faible/prix du candidat)**

Lorsque le dossier de la consultation fait l'objet d'une décomposition du prix, le critère prix sera appliqué sur la somme cumulée des détails estimatifs ou des décompositions du prix global et forfaitaire (par exemple lors de marché fractionné).

#### **1.1.2 Pour la valeur technique :**

La valeur technique de l'offre est appréciée au regard des éléments qui figurent dans le mémoire technique remis.

Ce mémoire devra présenter les moyens spécifiquement affectés au chantier par le candidat ; la présentation générale des moyens globaux de l'entreprise ne sera pas prise en compte et conduira à l'application d'une note égale à zéro.

La note de valeur technique est l'addition des notes élémentaires attribuées pour chacun de ces éléments, selon la décomposition ci-après :

<b>Lot 1 : réhabilitation du réseau par chemisage</b>		
<b>Éléments du mémoire technique</b>	<b>Note max.</b>	<b>Principes de notation</b>
Matériaux et matériels envisagés : - méthodologie d'exécution, procédés utilisés, respect du CCTP, mesures prévues pour assurer la continuité de service - note sur la qualité des matériaux et fournitures : indication de la provenance des fournitures, les références des fournisseurs correspondants et les fiches techniques à joindre obligatoirement Note totale maximum	6 4 <b>10</b>	Pour chaque rubrique, les notes seront les suivantes : 0 à note maximale selon le détail et la pertinence de l'information fournie.
Moyens humains et matériels spécifiquement affectés à cette opération	<b>3</b>	
Planning d'exécution détaillé par phase du chantier	<b>4</b>	
Mesures pour assurer l'hygiène, la sécurité et la propreté du chantier	<b>3</b>	
<b>NOTE MAXIMALE</b>	<b>20</b>	

Lot 2 : réhabilitation du réseau en tranchée ouverte		
Éléments du mémoire technique	Note max.	Principes de notation
Matériaux et matériels envisagés : - méthodologie d'exécution, procédés utilisés, respect du CCTP, mesures prévues pour assurer la continuité de service - note sur la qualité des matériaux et fournitures : indication de la provenance des fournitures, les références des fournisseurs correspondants et les fiches techniques à joindre obligatoirement Note totale maximum	6 4 <b>10</b>	Pour chaque rubrique, les notes seront les suivantes : 0 à note maximale selon le détail et la pertinence de l'information fournie.
Moyens humains et matériels spécifiquement affectés à cette opération	<b>3</b>	
Planning d'exécution détaillé par phase du chantier	<b>4</b>	
Mesures pour assurer l'hygiène, la sécurité et la propreté du chantier	<b>3</b>	
<b>NOTE MAXIMALE</b>	<b>20</b>	

Lot 3 : Poste de refoulement et débitmètre		
Éléments du mémoire technique	Note max.	Principes de notation
Matériaux et matériels envisagés : - méthodologie d'exécution, procédés utilisés, respect du CCTP, mesures prévues pour assurer la continuité de service - note sur la qualité des matériaux et fournitures : indication de la provenance des fournitures, les références des fournisseurs correspondants et les fiches techniques à joindre obligatoirement Note totale maximum	8 4 <b>12</b>	Pour chaque rubrique, les notes seront les suivantes : 0 à note maximale selon le détail et la pertinence de l'information fournie.
Moyens humains et matériels spécifiquement affectés à cette opération	<b>2</b>	
Planning d'exécution détaillé par phase du chantier	<b>3</b>	
Mesures pour assurer l'hygiène, la sécurité et la propreté du chantier	<b>3</b>	
<b>NOTE MAXIMALE</b>	<b>20</b>	

Lot 4 : contrôles de réseau et compactage		
Éléments du mémoire technique	Note max.	Principes de notation
Matériaux et matériels envisagés, méthodologie : - descriptif du mode opératoire, respect du CCTP, - matériel utilisé. Note totale maximum	6 2 <b>8</b>	Pour chaque rubrique, les notes seront les suivantes : 0 à note maximale selon le détail et la pertinence de l'information fournie.
Planning d'exécution détaillé pour un ordre de service donné	<b>8</b>	
Mesures pour assurer l'hygiène, la sécurité et la propreté des interventions.	<b>4</b>	
<b>NOTE MAXIMALE</b>	<b>20</b>	

#### *Rectification des offres :*

En cas de discordance constatée dans l'offre, ce sont les montants portés dans l'acte d'engagement qui prévaudront sur toutes autres indications de l'offre ; les indications portées en lettres et en chiffres sur le bordereau des prix unitaires ainsi que le détail quantitatif estimatif seront rectifiés en conséquence ; les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur les indications portées en chiffres dans le bordereau des prix unitaires et le cadre de détail estimatif.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans les différentes pièces de l'offre d'un concurrent, le montant de ce prix fera l'objet d'une demande de précision dans le cadre de l'analyse des offres.

#### *Examen des offres*

Il sera ensuite procédé à un classement global de toutes les offres.

Lors de l'examen des offres, le représentant de l'entité adjudicatrice, se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Des précisions pourront être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

Les modalités de la négociation sont définies à l'article *Procédure de passation*.

Le pouvoir adjudicateur écarte les offres inappropriées, et **après négociation éventuelle avec l'ensemble des candidats retenus**, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

### 6.3 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

#### Se préparer à l'avance :

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

#### Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires. (cf. annexe)

Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Mairie de Corbeilles  
Le Château  
B.P. 18  
45490 CORBEILLES

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

## 8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://webmarche.solaere.recia.fr/>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

## 9. Procédures de recours

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.



# ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

## Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

### **- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://esignature.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

### **- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir**

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

**- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir**

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

**- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir**

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.